ETTWILLER (Éric) dir., 1914-1918 en Alsace-Moselle

Ebersheim, Unsri Gschicht, 2019, 175 p.

Raphaël Georges

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/alsace/4572>

DOI : 10.4000/alsace.4572

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2020

Pagination : 419-422

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Raphaël Georges, « ETTWILLER (Éric) dir., 1914-1918 en Alsace-Moselle », *Revue d'Alsace* [En ligne], 146 | 2020, mis en ligne le 01 octobre 2020, consulté le 21 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/4572> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.4572>

Worms, cette synagogue marque la volonté des juifs de Strasbourg de « s'extérioriser » et de s'intégrer dans l'Empire allemand auxquels ils appartiennent de 1871 à 1918. Suite à l'annexion de fait de l'Alsace-Moselle au III^e Reich, cette synagogue est incendiée par les nazis dans la nuit du 30 septembre 1940, puis entièrement démolie. Elle laisse place à un « vide » et une absence totale de visibilité des juifs de Strasbourg jusqu'à la Libération. Après la Seconde Guerre mondiale, la reconstruction d'une synagogue constitue donc une priorité. Le choix de l'emplacement de celle-ci fait l'objet d'un débat entre ceux qui souhaitent reconstruire quai Kléber pour des raisons symboliques et ceux qui veulent se rapprocher du nouveau centre de gravité de la communauté juive dans le quartier du Contades, mais aussi de négociations avec la municipalité de Strasbourg qui cherche à récupérer le terrain du quai Kléber pour des raisons stratégiques. La synagogue de la Paix est finalement construite en 1958 en bordure du Contades par l'architecte parisien Claude Meyer-Lévy (1908-2008). Son architecture, totalement différente de celle du quai Kléber, s'inspire des églises conçues par Auguste Perret dans l'entre-deux-guerres. Symbole de renaissance et de stabilité, le bâtiment simple et dépouillé entretient peu de relations avec l'environnement et s'affirme peu dans le paysage en tant que lieu de culte juif. L'intérieur est conçu comme une véritable « maison » pour accueillir les activités religieuses, administratives, pédagogiques, sociales et culturelles de la communauté. En épilogue, l'auteur évoque l'évolution incertaine de l'emplacement de la synagogue du quai Kléber et souligne fort justement la difficulté à transformer celui-ci en un lieu de mémoire en raison de la proximité du centre commercial et de l'arrêt de tram des Halles qui en fait un lieu de passage plus qu'un lieu de recueillement... L'ensemble est illustré de nombreuses photographies et plans en noir et blanc.

Nicolas Lefort

ETTWILLER (Éric) dir., 1914-1918 en Alsace-Moselle, Ebersheim, Unsri Gschicht, 2019, 175 p.

Avec cet ouvrage, l'association *Unsri Gschicht* édite son premier *opus* et ambitionne de « faire connaître aux Alsaciens-Lorrains [...] une histoire qui soit réellement [la leur] » (4^e de couverture). L'introduction précise qu'il s'agit « d'exposer le point de vue des

Alsaciens-Mosellans », dans « une histoire sans a priori, objective comme elle se doit de l'être, [...] affranchie des histoires nationales ». La proposition laisse perplexe : comment concilier l'expression de points de vue, subjectifs par définition, et la prétention à l'objectivité ? Elle s'articule en outre à une résolution inhabituelle : « *Unsri Gschicht* doit veiller, aussi, à traquer ces détails, qui, à force de répétition, causent de grands dégâts dans la perception de l'histoire ». L'association entend ainsi partir à la chasse aux traces durables de la mémoire publique officielle imposée après 1918 dans l'espace public régional. Il s'agit d'une lutte mémorielle visant à lui substituer une histoire supposée plus proche de la réalité des événements. Le premier combat est mené sur le terrain de l'enseignement de l'histoire de la guerre dans les écoles alsaciennes, par Éric Ettwiller. Celui-ci regrette la place marginale accordée à l'étude du contexte régional. Analysant minutieusement les programmes scolaires, il souligne les rares opportunités interstitielles qui s'offrent aux enseignants désireux de combler cette lacune. Il relève également dans la presse régionale ou sur les sites web d'établissements quantité d'exemples de projets pédagogiques menés à l'occasion du Centenaire, auxquels il distribue bons et mauvais points, selon que le fameux point de vue alsacien-lorrain serait respecté ou non. Telle classe commémorant la mémoire de soldats français plutôt qu'allemands, telle autre préférant visiter des lieux de mémoire français, ou produire un livret pédagogique faisant la part belle aux sources françaises et non allemandes, témoignent de l'empreinte de la mémoire nationale et suscitent les critiques de l'auteur. Celles-ci sont parfois hâtives, sans doute par défaut d'informations précises (un article de presse peut se révéler lacunaire). Par exemple, l'auteur évoque « dans la même veine d'une histoire régionale négligée et/ou déformée » un projet mené conjointement par des élèves de trois lycées professionnels d'Illkirch-Graffenstaden qui lui semble d'une coloration trop nationale. Or, il n'en retient que le spectacle musical, oubliant ou méconnaissant les autres volets, en particulier l'invitation d'un conférencier venu expliquer aux élèves les enjeux du retour de l'Alsace-Lorraine à la France. En somme, contrairement au reproche qui lui est adressé, ce projet a surmonté le défi consistant à aborder à la fois les dimensions nationale et régionale de la guerre. Cette posture de justicier de la mémoire, éloignée de la rigueur méthodologique attendue d'une analyse historique, est tenue plus ou moins vigoureusement par la plupart des contributeurs suivants : Jean-Claude Streicher s'emploie à démontrer la responsabilité de la France

dans la mondialisation de la guerre, tandis que Bernard Wittmann livre son interprétation de « l'épuration ethnique à la française » (l'expulsion de civils allemands au sortir de la guerre), où l'indignation l'emporte sur la contextualisation. Le sujet est stimulant, mais les généralisations et affirmations péremptaires en affaiblissent le traitement. Jean-Paul Sorg, fin connaisseur des écrits d'Albert Schweitzer, offre un commentaire non moins personnel du parcours du pasteur et de l'un de ses sermons prononcé dans l'immédiat après-guerre. De façon surprenante, il en vient à critiquer la qualité du travail des policiers du renseignement chargés de surveiller Schweitzer, leur reprochant tour à tour d'être mal informés, confus ou colporteurs de *fake news*. François Waag se montre néanmoins plus mesuré dans la synthèse succincte qu'il livre sur l'expérience de guerre des soldats alsaciens-lorrains. De même, Michel Krempper rassemble un corpus de textes de nature variée (extraits de romans, de journaux de guerre, de mémoires, d'ouvrages historiques ou d'essai polémique) pour éclairer l'épisode révolutionnaire alsacien de novembre 1918. S'il entend livrer un aperçu nuancé des événements, on regrette toutefois qu'il s'en tienne à effectuer le commentaire de textes sans chercher à les confronter à d'autres sources (presse ou documents d'archives par exemple). À la fermeture de l'ouvrage, une question demeure lancinante : l'histoire doit-elle permettre de comprendre ou de juger le passé ? À cet égard, il semble qu'*Unsri Gschicht* s'érige en tribunal de l'histoire, où est menée à comparaître une France monolithique accusée de tous les torts : la responsabilité de la guerre, la politique d'assimilation en Alsace-Lorraine, les expulsions précipitées d'Allemands, l'élaboration d'un roman national, ... L'ouvrage prend alors la forme d'un réquisitoire qui se soucie peu des approximations (le titre de l'ouvrage renvoie à une entité géopolitique – Alsace-Moselle – postérieure à la guerre ; à la page 8, la germanisation semble se résumer à la question linguistique, or il s'agit d'un processus autrement plus complexe, comme la francisation), et foisonne de jugements de valeur anachroniques. Pourtant, une histoire régionale rigoureuse ne peut plus, aujourd'hui, faire l'économie des exigences méthodologiques élémentaires, dont certaines paraissent primordiales : « S'il vise l'impartialité, l'historien doit résister à la tentation de faire servir l'histoire à autre chose qu'elle-même. Il cherche à comprendre, pas à faire la leçon, ou la morale » (Antoine Prost) ; « l'historien, en tant qu'historien, n'a ni compte à régler ni étendard politique à défendre ; il reste avant tout soucieux de rendre intelligible le passé »

(Michel Winock). Évidemment, chacun est libre de ses opinions et de se saisir de l'histoire pour exprimer des considérations personnelles. Le problème se pose quand on essaie de les faire passer pour des vérités historiques, dans un mélange des genres trompeur pour le lecteur peu averti. Il ne nous reste plus qu'à compter sur la vigilance des libraires pour ranger de tels livres au rayon des essais régionalistes plutôt que sur les rayonnages d'histoire.

Raphaël Georges

GLOTZ (Marc), *Luemschwiller 14-18. Un village du Sundgau à l'épreuve de la Grande Guerre*, Bernardswiller, I.D. l'Édition, 2019, 144 p.

Parmi les nombreux ouvrages parus en Alsace à l'occasion du centenaire de la Grande Guerre, le livre de M. Glotz se distingue tout particulièrement car il aborde deux aspects originaux : la vie quotidienne d'un petit village rural situé à peine à 5 km derrière le front, et surtout l'évacuation des habitants de ce village en Bavière où il séjournèrent pendant presque deux ans (1917-1918). Ancien directeur d'école et vice-président de la Société d'histoire du Sundgau, l'auteur s'appuie sur une source de première main, deux volumineux cahiers manuscrits qu'un des habitants du village de Luemschwiller, Auguste Zaessinger, rédigea en 1934 sur la guerre qu'il vécut 20 ans plus tôt. Il avait 15 ans quand le conflit éclata. N'ayant pas été incorporé dans l'armée, il put être le témoin direct des événements quotidiens vécus dans son village, et décrire les peines et contraintes endurées par ses habitants durant tout le conflit. Dans sa description, il s'appuya également sur les notes du curé du village, l'abbé Sifferlen, ainsi que sur les archives du maire de l'époque, Eugène Schmitt, qui avait soigneusement conservé tous les avis de réquisition et autres contraintes imposées au village par l'administration militaire allemande. Tout ce matériau permit à M. Glotz de décrire par le menu l'impact sur le village du déclenchement des hostilités, la bataille du 19 août 1914, l'occupation du village par les troupes françaises (pendant une semaine), le comportement de la population durant la guerre de position, notamment envers les restrictions de déplacement, la confiscation des objets métalliques, le rationnement des aliments et des articles de la vie courante.